

PRÉCISIONS

(Article 82 des règles de procédures)

CONCLUSION #1 : D'avoir pratiqué, à titre de solliciteur du Parti libéral du Québec, du financement sectoriel en sollicitant des firmes de génie et des entreprises de construction.

Précisions :

- 1) Je n'ai jamais fait de financement sectoriel. Ce type de financement concernait les hautes sphères du Parti libéral du Québec.
- 2) Mes activités se sont limitées au financement du comté de Nathalie Normandeau, et ce, même si les événements se situaient pour cause à l'extérieur du comté de Bonaventure.
- 3) Il est de notoriété que le comté situé en Gaspésie ne peut suffire pour assurer le financement. Tous les reçus d'impôt étaient rédigés par l'agent désigné par le comté de Bonaventure.

CONCLUSION #2 : D'avoir demandé à l'entrepreneur Lino Zambito une contribution de 50 000,00 \$ en argent comptant au Parti libéral du Québec afin de débloquer la demande de règlement d'emprunt dans le dossier de l'usine d'épuration de Boisbriand.

Précisions :

- 1) J'ai rencontré Monsieur Lino Zambito à une reprise seulement. Celui-ci avait manifestement plus d'entrées et de contacts au sein du Parti libéral du Québec que le soussigné. Il est illusoire et digne de la fiction de croire qu'en tant que solliciteur pour le comté de Bonaventure, j'ai pu demander une somme de 50 000,00 \$ en liquide à cet individu.
- 2) Au surplus, je n'ai jamais été impliqué, de quelque manière que ce soit, dans les dossiers de Boisbriand et toute demande de règlement d'emprunt relève uniquement de la Municipalité.
- 3) Les propos de Lino Zambito n'ont jamais été confirmés et aucune autre allégation en ce sens concernant les activités de financement reliées à Nathalie Normandeau n'a été établie devant votre Commission.

- 4) Je nie formellement avoir demandé à quiconque une contribution en liquide. Au surplus, les autorisations du projet mentionné avaient été accordées bien avant la seule rencontre que j'ai eu avec Monsieur Lino Zambito.

CONCLUSION #3 : D'avoir exigé de Roger Desbois de la firme Tecsalt, entre 2006 et 2008, une contribution de 5 000,00 \$ annuellement destinée à l'équipe du maire de Saint-Jérôme, Marc Gascon.

Précisions :

- 1) Je n'avais pas l'autorité d'exiger des contributions de Roger Desbois et/ou de Tecsalt.
- 2) Les relations d'affaires entre l'administration municipale de Saint-Jérôme et Tecsalt existaient bien avant mon implication dans les activités de financement pour Madame Nathalie Normandeau. Il faut comprendre que le financement municipal concernait tous les conseillers et les seules contributions en provenance de Roger Desbois étaient sous forme d'enveloppes cachetées destinées au responsable de financement de l'équipe Gascon.
- 3) Roger Desbois m'a toujours représenté que les enveloppes qui contenaient des contributions en chèques et en liquide. Le contrôle du contenu était effectué par Monsieur Desbois et personne d'autre que celui-ci désignait dans l'équipe du maire Gascon.

CONCLUSION #4 : D'avoir favorisé la proximité entre des entreprises contributrices et des élus notamment dans le cadre d'activités de financement de la ministre Nathalie Normandeau.

Précisions :

- 1) Par cette conclusion, la Commission veut me faire porter l'odieux de l'esprit même du financement populaire en prétendant que j'ai favorisé la proximité des entreprises contributrices et des élus. Soyez avisée que :
 - a) Aucune entreprise ne contribuait;
 - b) Il est normal et de coutume qu'un Ministre présent à une activité de financement s'entretienne et discute avec les donateurs présents;

- c) Je n'avais aucun rôle de présentation ou d'animation au cours des événements, pas plus que d'avoir été présent à quelconque rencontre avec la Ministre en dehors desdites activités de financement populaire.
- 2) Bref, je n'ai jamais rencontré ou entré en contact avec la Ministre Nathalie Normandeau en dehors des activités de financement populaire, et il faut comprendre que pour plusieurs militants je demeure, en tant que salarié de Plania, division de Dessau, un compétiteur pour les autres firmes de génie-conseil.

CONCLUSION #5 : D'avoir entretenu auprès des firmes de génie, un lien entre les contributions financières à l'octroi des contrats, notamment en collectant, en 2009, auprès de firmes de génie ayant obtenu d'importants contrats à Saint-Jérôme, 50 000,00 \$ en argent comptant destiné au fonds électoral du maire de Saint-Jérôme.

Précisions :

- 1) J'étais salarié chez Plania inc. et il est digne de la fiction de croire qu'un salarié puisse passer outre la direction de Dessau et entretenir des liens avec les entreprises concurrentes.
- 2) Si ces tractations étaient avérées, elles s'effectueraient à un niveau manifestement supérieur au mien. J'ai toutefois reconnu avoir reçu une enveloppe cachetée de Roger Desbois sans manifestement connaître le montant de la contribution.

CONCLUSION #6 : D'avoir utilisé sa relation d'amitié afin d'intervenir auprès du ministre David Whissel et obtenir plus facilement la subvention du MELS pour le projet de la piscine municipale de St-Sauveur et ainsi faire débloquer le projet.

Précisions :

- 1) Dans le dossier St-Sauveur, la position du ministre Whissel était connue bien avant ma première rencontre avec le maire de St-Sauveur. En ce sens, seul un projet remplissant les exigences de la position gouvernementale avait des chances d'être retenu par les autorités.
- 2) Il est inutile de croire que toute intervention avait pour but de faire fléchir la position du ministre. Elle constituait plutôt l'élaboration avec la Municipalité de St-Sauveur d'un projet régional pour la construction d'une piscine destinée à interpeller plusieurs municipalités.

- 3) La position du ministre était localement connue pour avoir été publiée dans les journaux locaux. Ceci dit, sous l'ère de David Whissel, l'impossibilité d'obtenir le consensus entre les villes a eu pour effet que le projet ne répondait pas aux orientations gouvernementales.

CONCLUSION #7 : D'avoir tenté d'utiliser ses liens avec le maire de St-Sauveur, Michel Lagacé, afin de diriger l'appel d'offres pour le projet de la piscine municipale en faveur de la firme Dessau.

Précisions :

- 1) Je nie catégoriquement avoir eu quelque lien que ce soit avec Monsieur Michel Lagacé, maire de St-Sauveur. En effet, lors de ma comparution devant la Commission, j'ai nié avoir eu connaissance des documents présentés.
- 2) Ainsi, la Commission m'attribue le rôle de Denis Guindon qui était responsable des affaires au sein de la firme de génie Dessau. Monsieur Guindon et Michel Lagacé avait les mêmes affinités politiques et entretenaient des relations amicales depuis plusieurs années, avant même ma première rencontre avec celui-ci.
- 3) Pour votre information, les enquêteurs de la Commission sont bien au fait de cette situation ainsi que de l'implication de Monsieur Denis Guindon.

CONCLUSION #8 : D'avoir mis en place, au sein de sa firme Groupe-conseil Enviram inc., un système de remboursement des contributions politiques effectuées par ses employés via les comptes de dépenses.

- 1) J'ai été propriétaire de la firme Groupe-conseil Enviram inc. jusqu'en 2004 pour l'avoir vendue à GGBB Urbanisme-conseil inc., laquelle entreprise devait finalement être acquise par Dessau dans les années suivantes.
- 2) Mon entreprise comptait moins de 10 employés et il est donc ambitieux de parler d'un « système », mais j'ai confirmé avoir remboursé à certains employés des contributions qui auraient pu être aux Partis politiques et j'en assume l'entière responsabilité.

Étant parfaitement conscient de l'ampleur des travaux de la Commission, je comprends que la généralisation de certaines conclusions peut faciliter la rédaction d'un rapport. Toutefois, les précisions avancées sont vraies et la non-consideration de celles-ci pourraient causer un préjudice considérable au soussigné.

Je vous demande donc d'en tenir compte et dans l'attente, veuillez agréer, Me Lebel, l'expression de mes sentiments les meilleurs

Québec, le 16 janvier 2015,

CHRISTIAN CÔTÉ

AFFIDAVIT

Je, soussigné, **CHRISTIAN CÔTÉ**, domicilié et résidant au [REDACTED]
[REDACTED] province de Québec, [REDACTED], déclare solennellement
ce qui suit :

1. Tous les faits allégués au présent document sont vrais à ma connaissance personnelle.

EN FOI DE QUOI J'AI SIGNÉ

CHRISTIAN CÔTÉ

Déclaré solennellement devant moi
à Québec, ce 16 janvier 2015

[REDACTED] #207094
COMMISSAIRE A L'ASSERMENTATION